

DOCUMENTS DE FORMATION DU GCE - ÉVALUATION DE L'ATTÉNUATION

MODULE A

Atténuation des effets du changement climatique



Glossaire

- **AI** : Annexe une
- **CDM** : Mécanisme de développement propre
- **CMP** : Conférence des Parties siégeant en tant que Réunion des Parties au Protocole de Kyoto
- **CdP** : Conférence des Parties
- **GIEC** Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
- **JI** : Application conjointe
- **LCDS** : Stratégies en matière de développement à faible émission de carbone
- **LCGCS** : Plans de croissance nationaux à faible intensité de carbone
- **LEDS** : Stratégies en matière de développement à faible émission
- **MRV** : Mesure, déclaration et vérification
- **NAI** : Non-visé à l'annexe I
- **NAMA** : Mesures d'atténuation appropriées prises au niveau national (unilatéral, soutenu ou crédité)
- **PANA** : Programme d'action national aux fins de l'adaptation
- **NC** : Communications nationales
- **NCSP** : Programme d'appui aux communications nationales
- **NIS** : Système d'inventaire national
- **PAM** : Politiques et mesures
- **QA/QC** : Assurance qualité et contrôle qualité
- **QUELRO** : Engagements chiffrés en matière de limitation et de réduction des émissions
- **REDD/REDD+** : Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts/plus la conservation, la gestion durable des forêts et renforcement des stocks de carbone forestiers.
- **SBSTA** : Organe subsidiaire de conseil scientifique et technologique
- **TAP** : Plan d'action en faveur de l'écotechnologie
- **TNA** : Évaluation des besoins technologiques
- **CCNUCC** : Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques



Objectifs et attentes relatifs aux modules

1. **Objectif** : Donner aux participants une présentation des problèmes fondamentaux liés à la réduction des changements climatiques, notamment :
 - L'état actuel de la science des changements climatiques
 - Les sources principales, les trappes et les secteurs d'émissions de gaz à effet de serre (GES).
 - Les actions de réduction : coûts potentiels et bénéfiques, relation avec des questions plus générales de durabilité et de développement.
2. **Attentes** : Les participants vont acquérir de vastes et solides connaissances relatives aux problèmes fondamentaux liés au changement climatique. Ceci a pour but de les motiver quant aux raisons et à l'urgence de la réduction mondiale des gaz à effet de serre (GES), aux bénéfices des actions liées à l'atténuation, et à la manière dont ceci peut s'accorder avec d'autres priorités nationales.



Grandes lignes du module

1. État des connaissances sur le changement climatique
2. Émissions de gaz à effet de serre : sources, puits et secteurs
3. Actions d'atténuation, avantages potentiels et développement durable



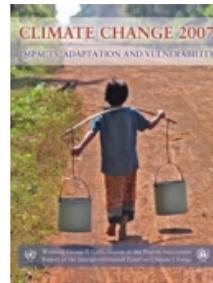
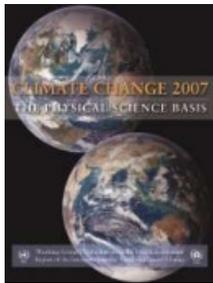
MODULE A1

État des connaissances sur le changement climatique



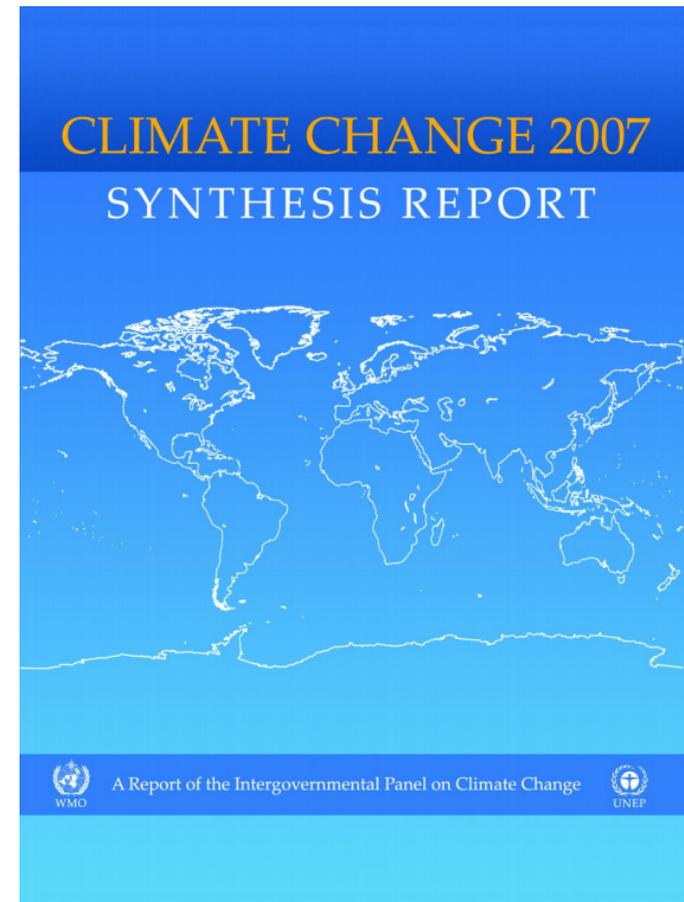
Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC)

- Quatrième rapport d'évaluation (AR4), publié en 2007.
 - Plus de 2 500 examinateurs scientifiques experts, 1 250 auteurs principaux et collaborateurs, plus de 130 pays.
- Trois groupes de travail :
 - Le WG I doit évaluer la science des changements climatiques
 - Le WG II doit évaluer les effets, l'adaptation et la vulnérabilité
 - Le WG III doit évaluer l'atténuation des changements climatiques



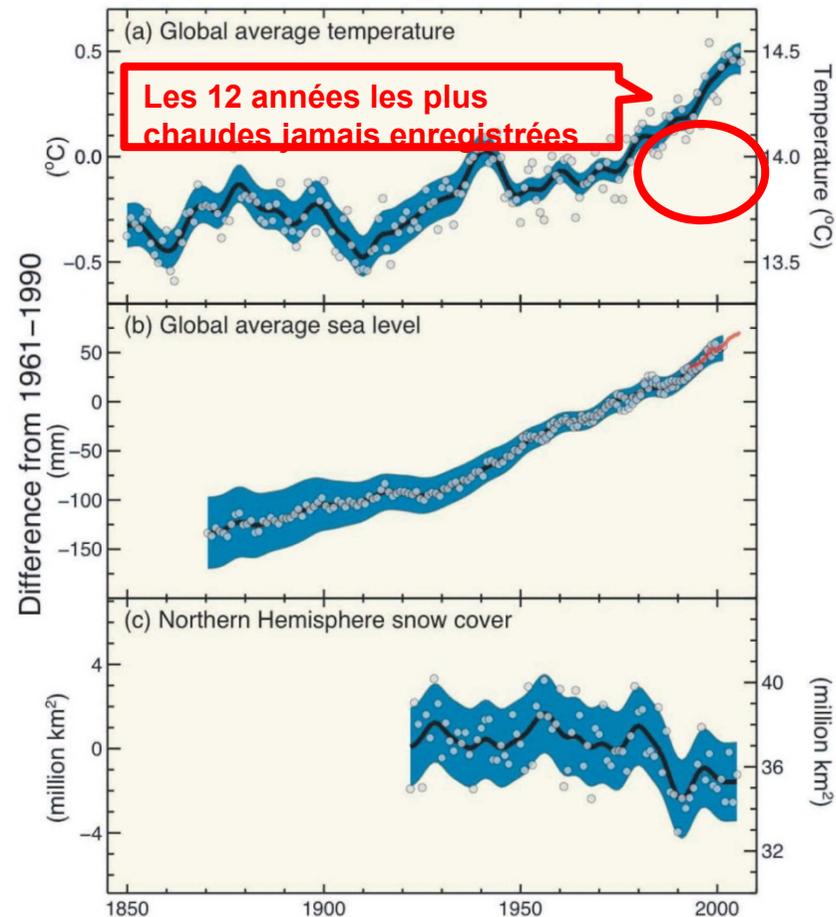
Principales constatations de l'AR4 (GEIC, 2007)

- « Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. »
- « La cause principale du réchauffement depuis le milieu du 20^e siècle provient de la l'augmentation des concentrations anthropiques de GES. »
- « Des émissions continues de GES... pourraient provoquer de nombreux changements dans le système climatique mondial au cours du 21^e siècle. Il est probable qu'elles soient plus importantes que celles observées au cours du 20^e siècle. »
- « L'adaptation et l'atténuation seules ne peuvent pas permettre d'éviter tous les effets du changement climatique. Cependant, ces deux éléments peuvent se compléter et réduire de manière significative les risques liés au changement climatique. »
- « On perçoit un potentiel important en faveur de... l'atténuation au cours des prochaines décennies, qui pourraient permettre de... réduire les émissions en dessous des niveaux actuels. »



« Le réchauffement du système climatique est sans équivoque. » (GIEC 2007)

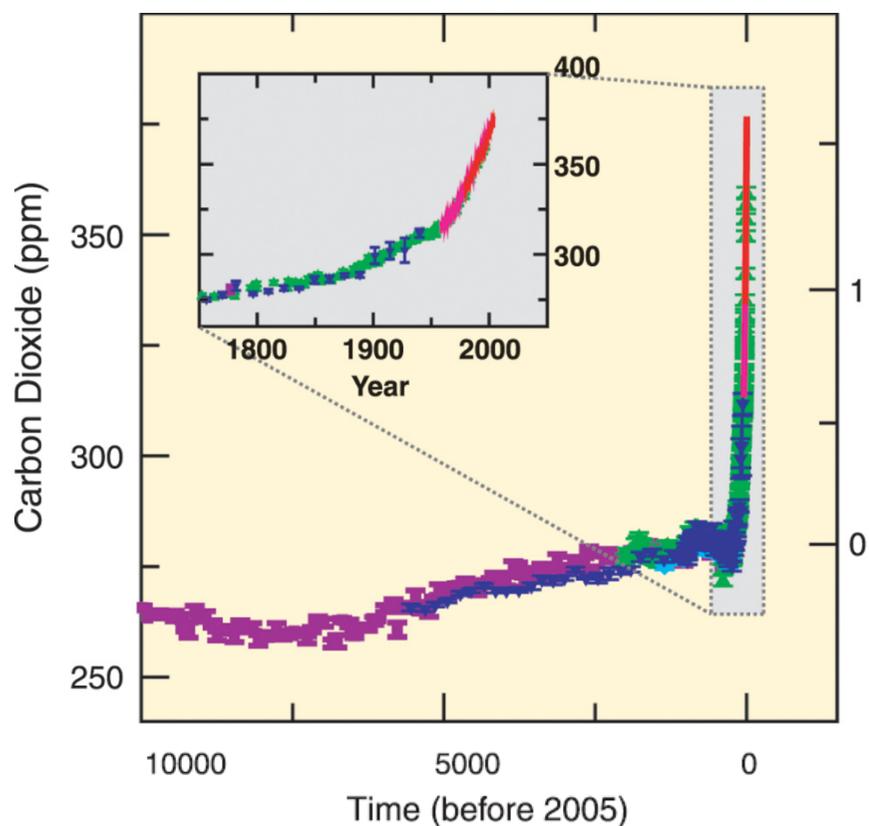
- La température mondiale moyenne de l'air et des océans augmente.
- Le niveau de la mer moyen mondial augmente.
- L'étendue du manteau neigeux et de la couche de glace diminue.



Source : GIEC (2007) AR4 WGI



Concentrations atmosphériques historiques

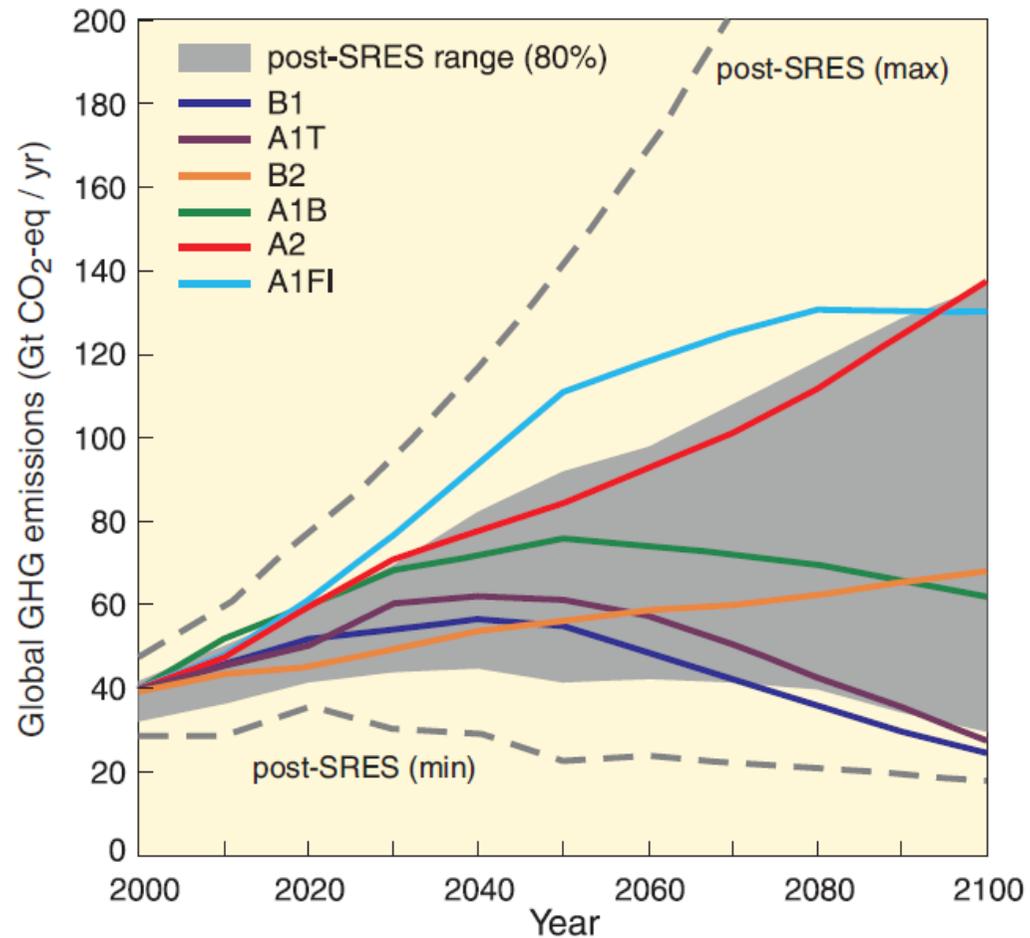


- Les concentrations actuelles de dioxyde de carbone (CO_2) et de méthane (CH_4) ont largement dépassé les données relatives aux carottes de glace qui remontent à 650 000 ans.
- Les concentrations de CO_2 ont augmenté d'environ 100 ppm sur les 250 dernières années (d'environ 280 ppm à l'époque préindustrielle, à 379 ppm en 2005).
- Entre 1995 et 2005, le taux de CO_2 a augmenté d'environ 19 ppm : il s'agit du taux de croissance moyen le plus élevé pour une décennie depuis le début de la prise des mesures dans les années 1950.

Source : GIEC (2007) AR4 WGI



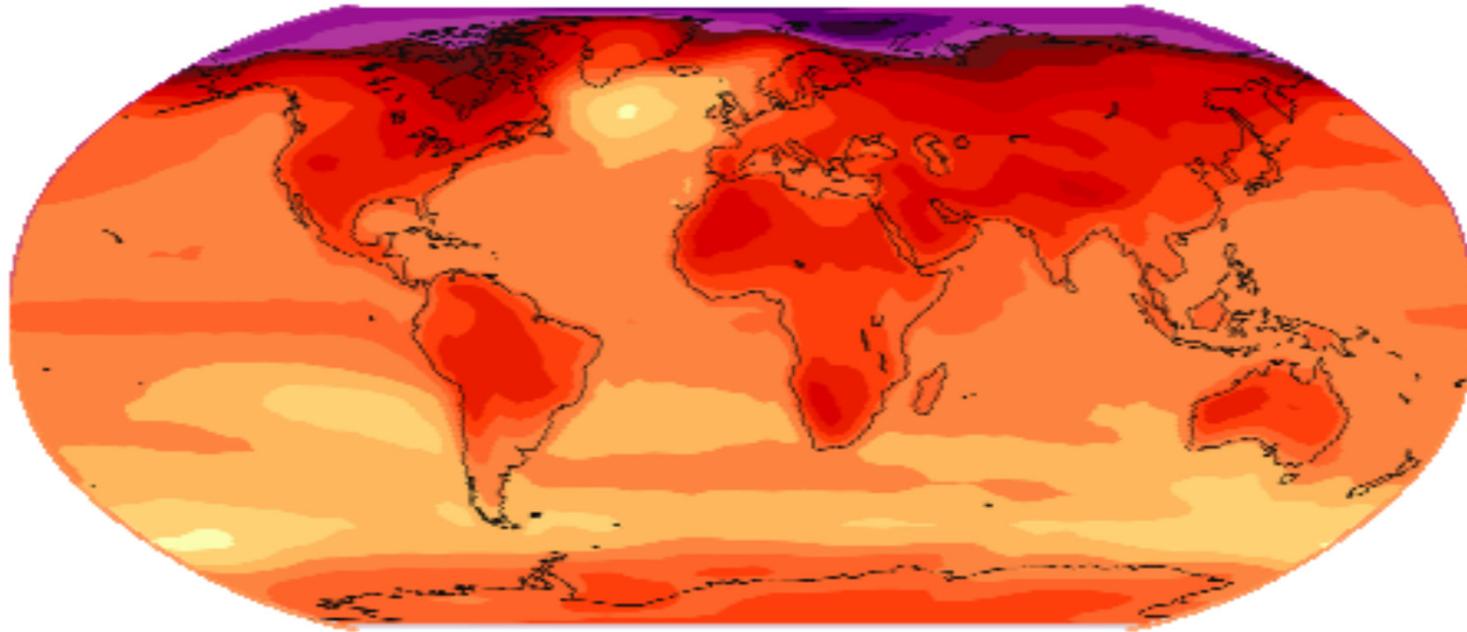
« Des émissions continues de GES [...] pourraient provoquer de nombreux changements dans le système climatique mondial au cours du 21^e siècle. Il est probable qu'elles soient plus importantes que celles observées au cours du 20^e siècle. »



Source : GIEC (2007) AR4 Rapport de synthèse



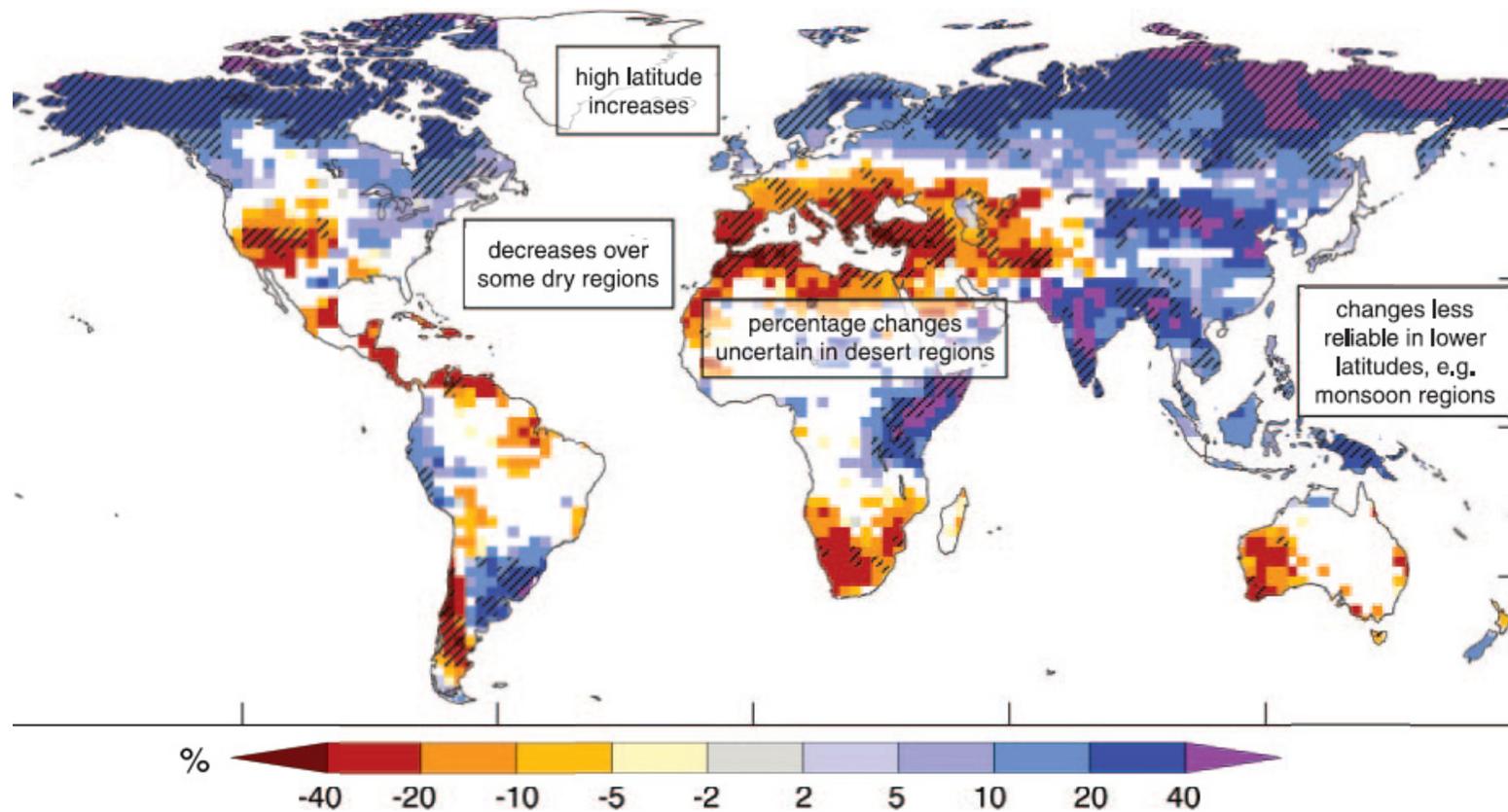
Variations prévues de température de surface (2090–2099, en rapport avec 1980–1999)



Des émissions continues devraient accentuer un réchauffement avec une hausse allant de de 1,1 °C à 6,4 °C au cours du 21^e siècle.

Diapositive adaptée de la présentation du docteur RK. Pachauri, *State of the World Symposium*, Washington, 15 janvier 2009.

Le changement climatique va exacerber le stress hydrique

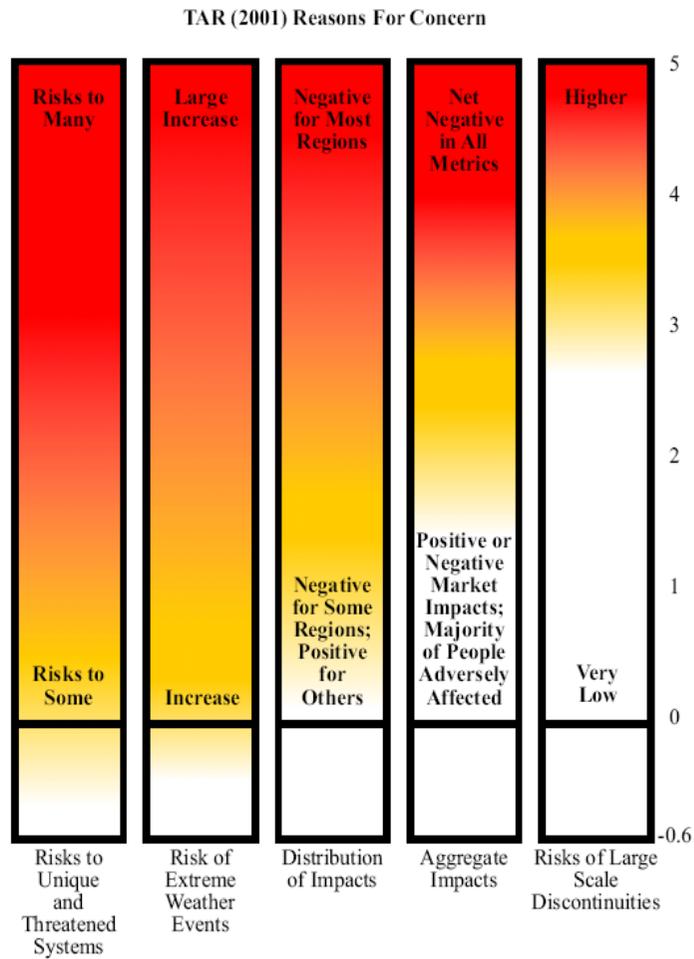


Variations à grande échelle du ruissellement (disponibilité de l'eau, en pourcentage) d'ici la fin du 21^e siècle

Source : GIEC AR4

Motifs d'inquiétude

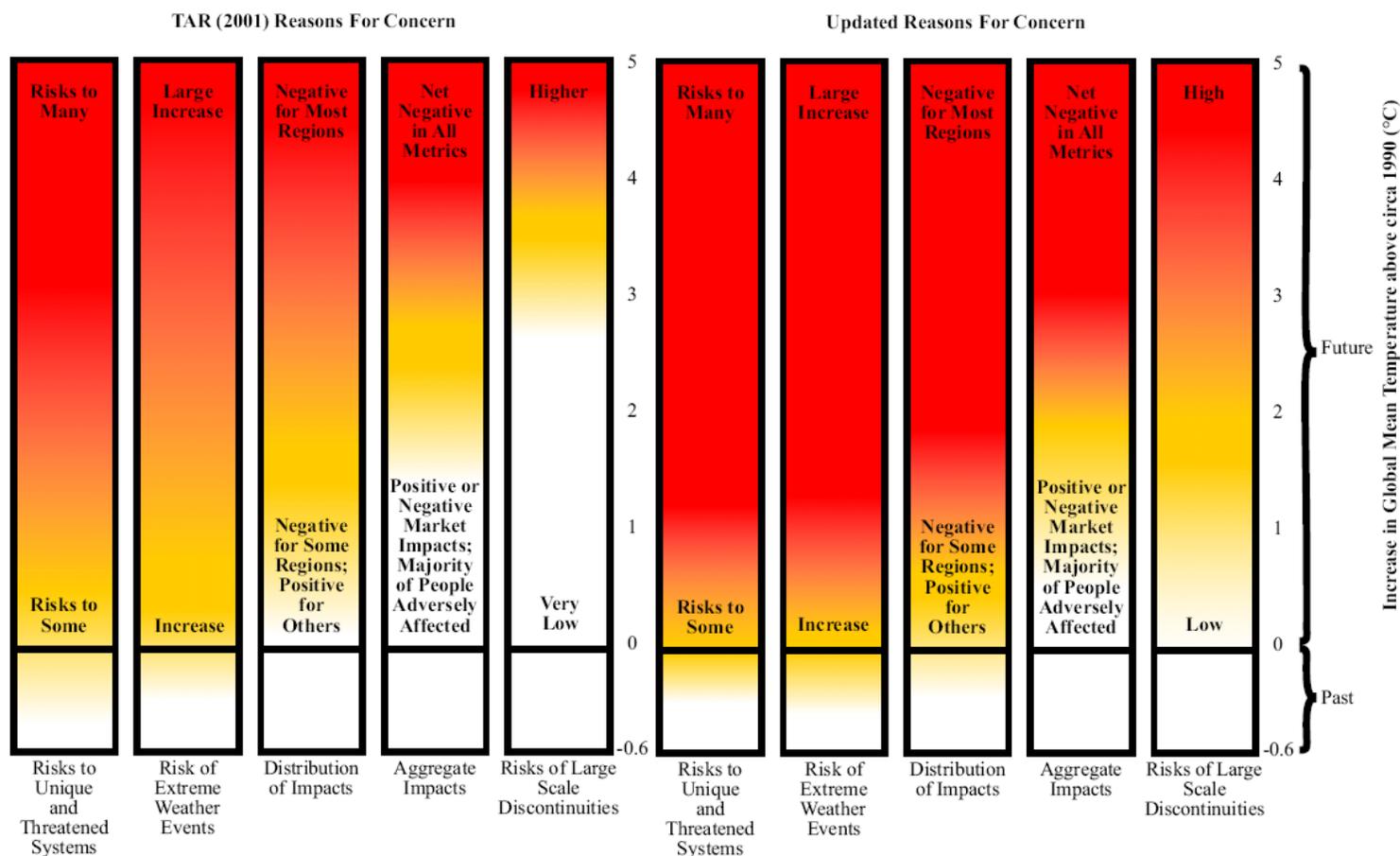
Troisième rapport du GEIC 2001



Source : Assessing dangerous climate change through an update of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) "reasons for concern" (PNAS, fév. 2009)



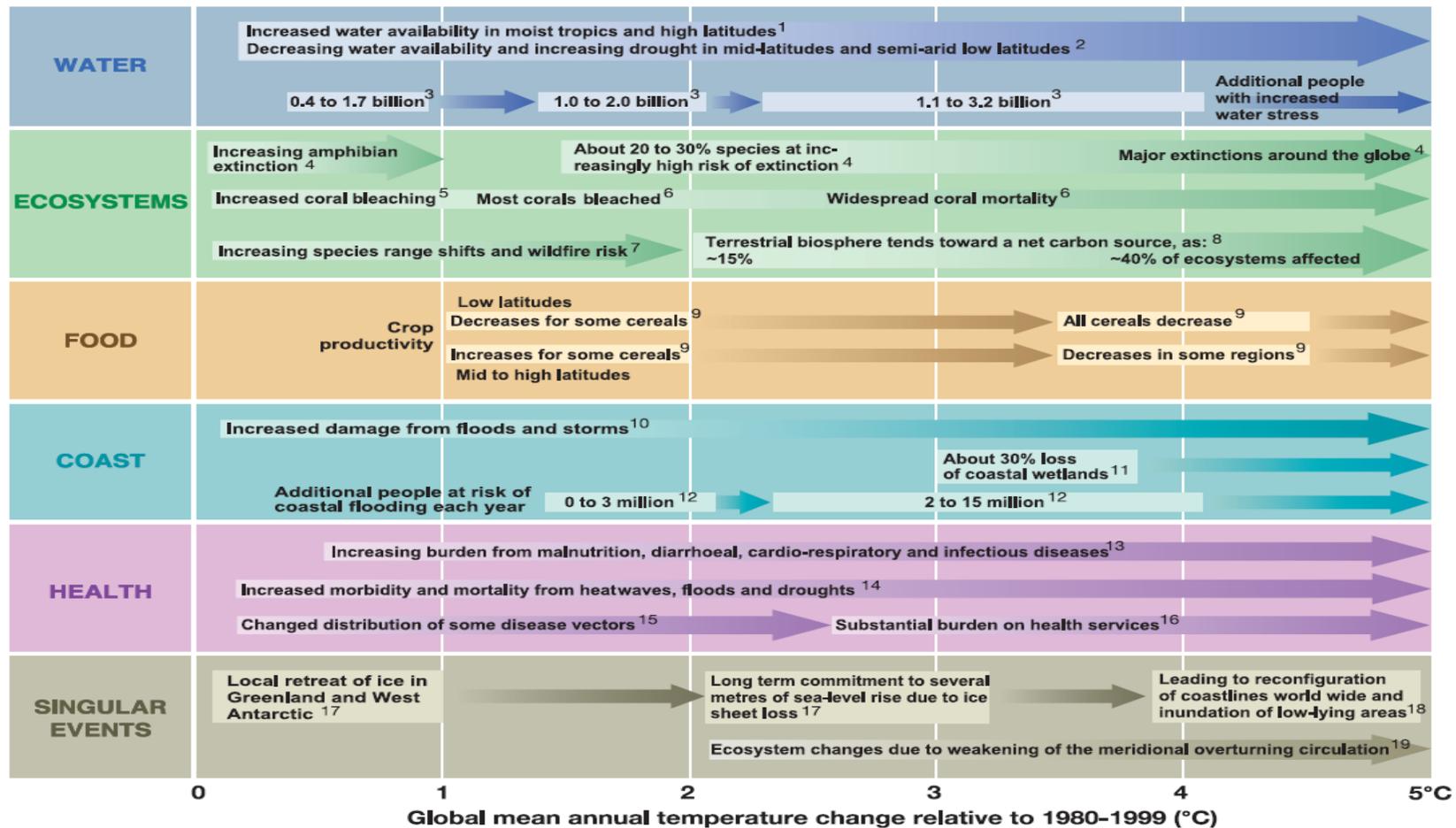
Motifs d'inquiétude (mise à jour)



Source : Assessing dangerous climate change through an update of the Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC) "reasons for concern" (PNAS, fév. 2009)



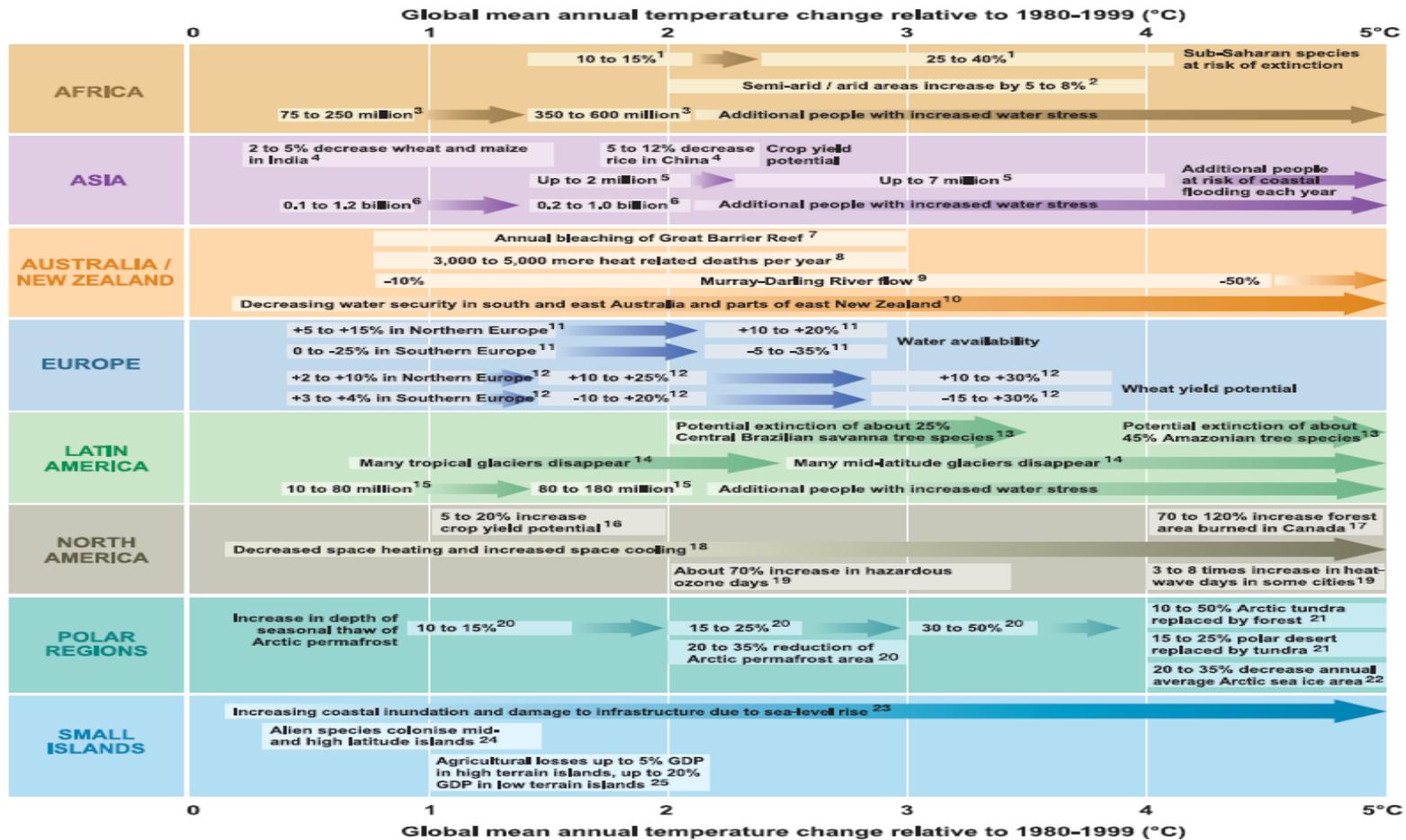
Exemples d'incidences mondiales



Source : GIEC (2007) AR4 WGI



Exemples d'incidences régionales



Source : GIEC (2007) AR4 WGI
Voir également : GIEC SREX SPM (2012)



Les pays en développement sont les plus vulnérables

- **Les incidences sont aggravées dans les cas suivants :**
 - Une large part de l'économie se trouve dans des zones sensibles (par ex., l'agriculture, le tourisme)
 - Zones sujettes aux catastrophes naturelles (par ex., les crues et les sécheresses)
 - Amplification du stress hydrique existant lié aux incidences
- **Stress multiples et capacité adaptative inférieure :**
 - Capacités financière, institutionnelle et technologique limitées
 - Accès aux connaissances limité
- **Les effets sont disproportionnés dans les pays pauvres et chez les populations les plus pauvres :**
 - Inquiétudes exacerbées relatives à la santé humaine, la sécurité alimentaire, la malnutrition, l'eau non polluée et à l'accès à d'autres ressources.



Diapositive adaptée de la présentation du docteur RK. Pachauri, *State of the World Symposium*, Washington, 15 janvier 2009.

Incidences attendues sur les régions pauvres

Populations exposées à un **stress hydrique** croissant d'ici 2020 :



- 120 millions à 1,2 milliard en Asie
- 12 à 81 millions en Amérique latine
- 75 à 250 millions en Afrique

Baisse de rendement potentielle dans l'agriculture :



- 30 % d'ici 2050 en Asie du Sud et en Asie centrale
- 30 % d'ici 2080 en Amérique latine
- 50 % d'ici 2020 dans certains pays d'Afrique

Les revenus des cultures pourraient chuter de 90 % d'ici 2100 en Afrique

Diapositive adaptée de la présentation du docteur RK. Pachauri, *State of the World Symposium*, Washington, 15 janvier 2009.

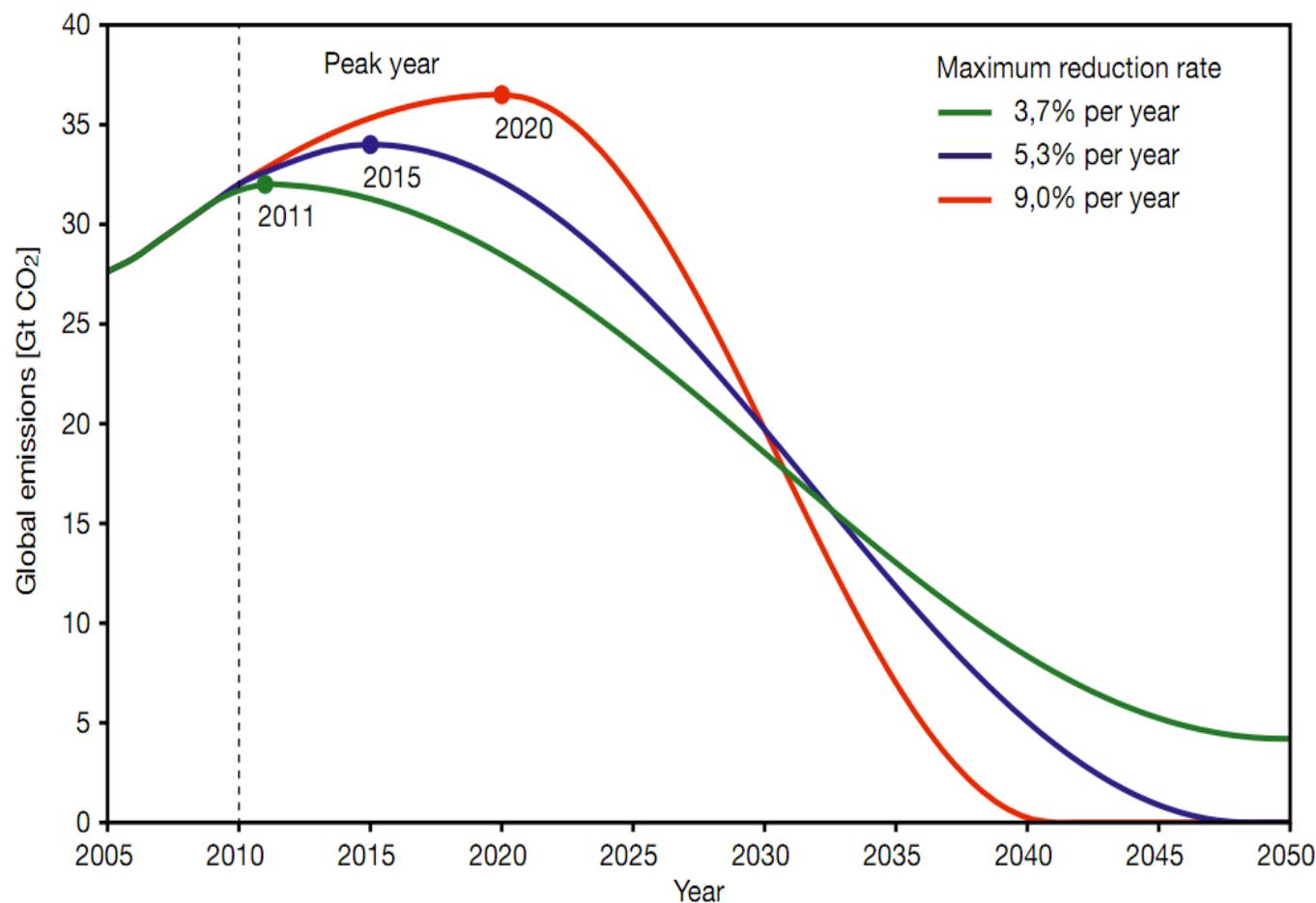


Adaptation

- L'adaptation a le potentiel pour réduire les effets adverses du changement climatique. Elle peut produire des prestations accessoires, mais il ne peut pas éviter les dégâts.
- De nombreuses options d'adaptation ont été identifiées.
- Un changement climatique plus important et plus rapide pourrait poser de plus grands défis d'adaptation.
- L'adaptation et l'atténuation seules ne peuvent pas permettre d'éviter toutes les incidences, mais elles peuvent se compléter et réduire les risques de manière significative.



Le défi de l'atténuation : Cheminement des émissions mondiales donnant 67 % de chance de garantir la conformité avec la barrière de sécurité de 2 °C.



Source : WGBU (2009)



MODULE A2

Émissions de gaz à effet de serre : sources, puits et secteurs



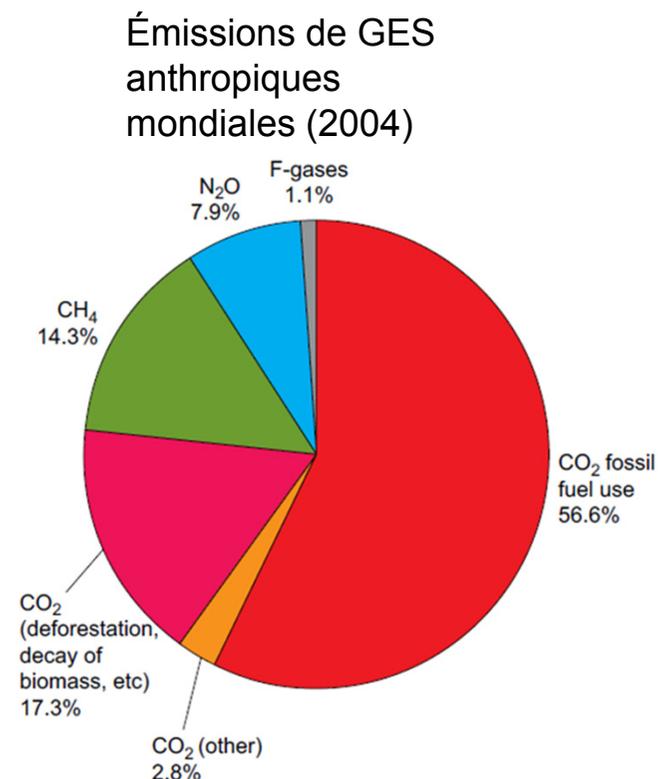
Estimation des émissions de GES

- La comptabilité de la CCNUCC recouvre la quantité de gaz à effet de serre direct (GES) :
 - Exprimée en potentiel élevé de réchauffement global (PRG), elle compare le forçage radiatif d'une tonne de gaz à effet de serre sur une période de temps donnée (par ex., 100 ans) par tonne de CO²
 - D'autres forçages climatiques, tels que le carbone noir, peuvent être observés séparément.
- Inventaires nationaux de GES :
 - Élément fondamental des communications nationales
 - Point de départ pour les analyses de réduction.



Gaz à effet de serre : Sources et puits

Gaz à effet de serre	Sources principales (et puits)	PRG*
Dioxyde de carbone (CO ²)	Utilisation de combustible fossile, réaffectation des sols (océans, biosphère terrestre)	1
Méthane (CH ₄)	Exploitation des combustibles fossiles, bétail, agriculture du riz, décharges	21
Oxyde nitreux (N ₂ O)	Agriculture et réaffectation des sols associée	310
« Gaz fluorés » : hydrurofluorocarbones (HFC), tétrafluorométhanés (PFC), hexafluorure de soufre (SF ₆)	Processus industriels	140 - 23,900

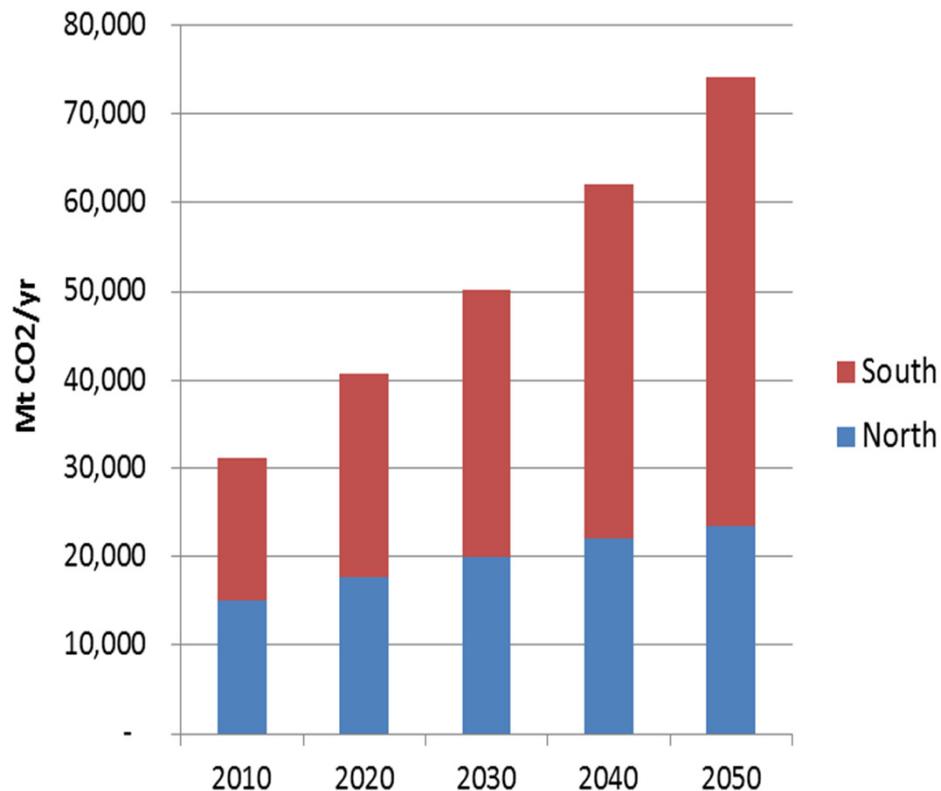


Sources : GEIC (2007) AR4 WGI et WGIII



*PRG = potentiel élevé de réchauffement global issu du second rapport d'évaluation, tel qu'utilisé à des fins de rapports sous la CCNUCC.

Tendances de base des émissions de CO² en rapport avec les combustibles fossiles et l'industrie

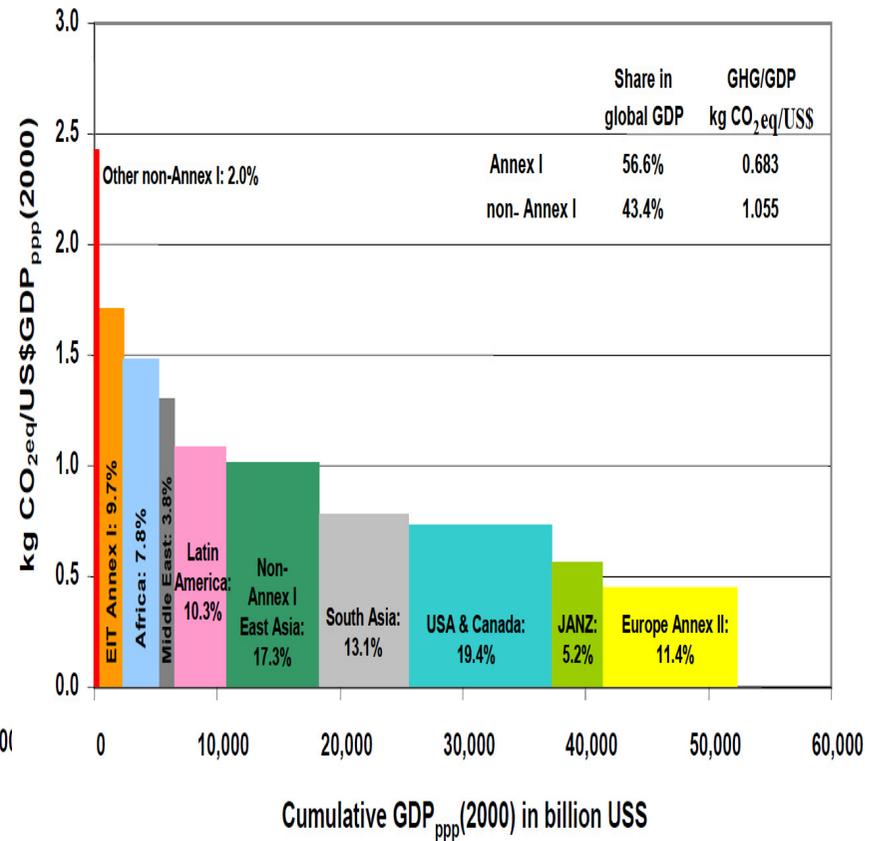
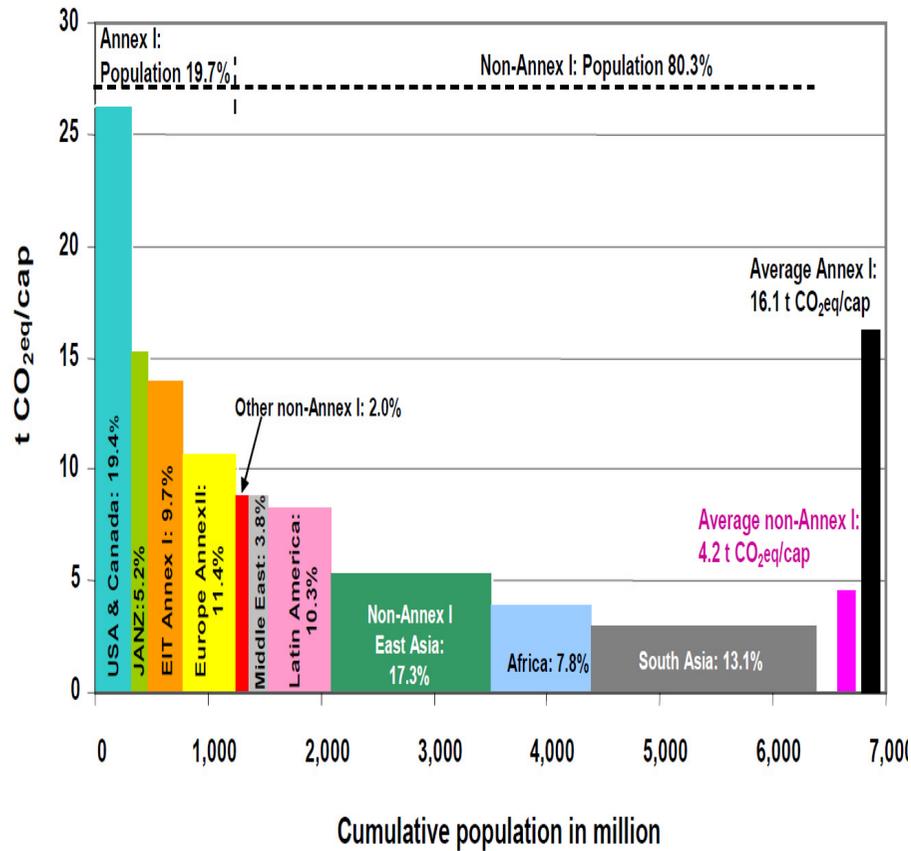


- La croissance des émissions de base des prochaines décennies va provenir essentiellement des pays en développement.
- Cependant, les émissions par habitant des pays en développement sont censées rester inférieures à celle des pays développés.

Source : Global Energy Assessment (2012, à paraître)



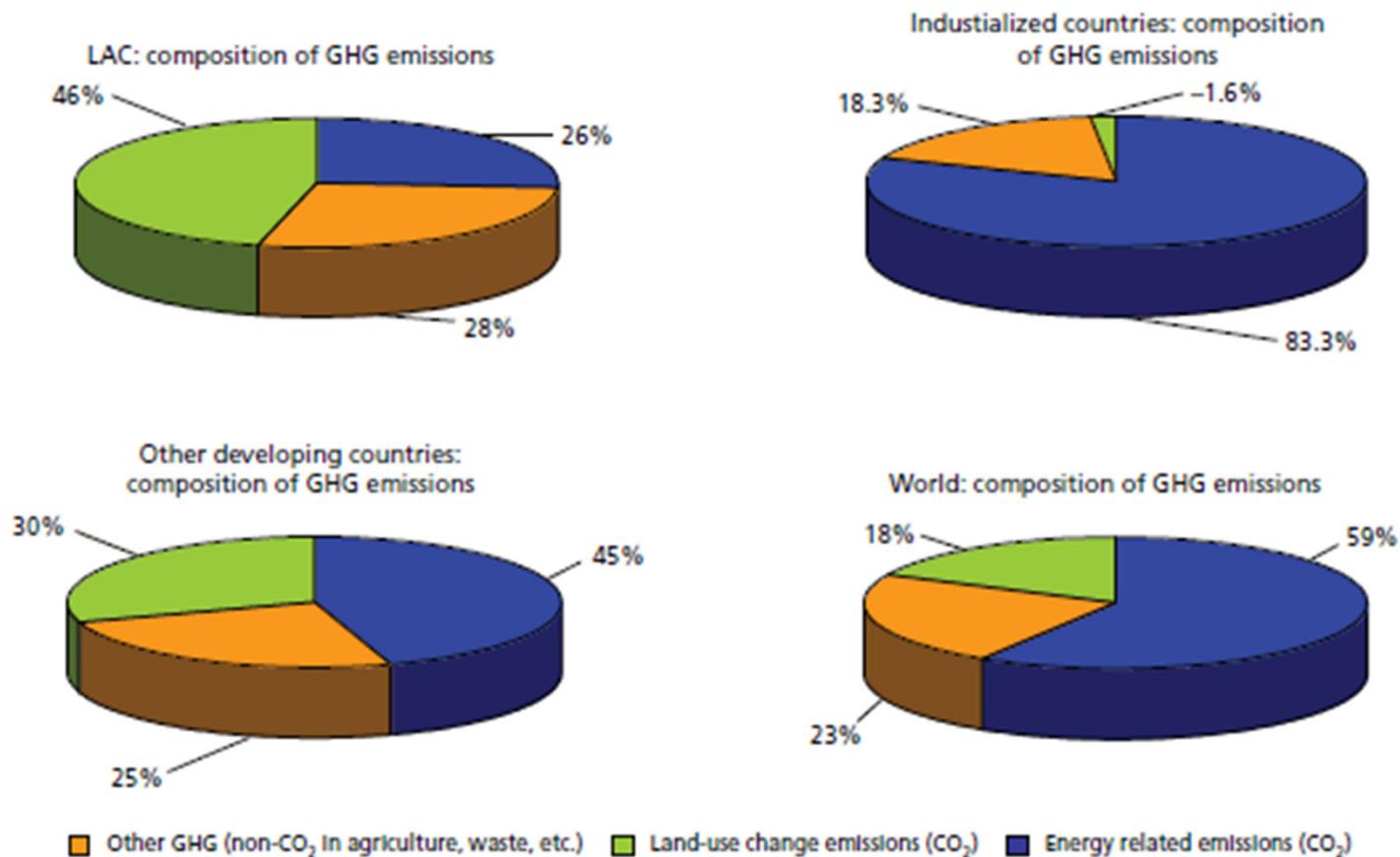
Distribution régionale des émissions par habitant et par dollar de PIB



Source : GIEC (2007) AR4 WGIII



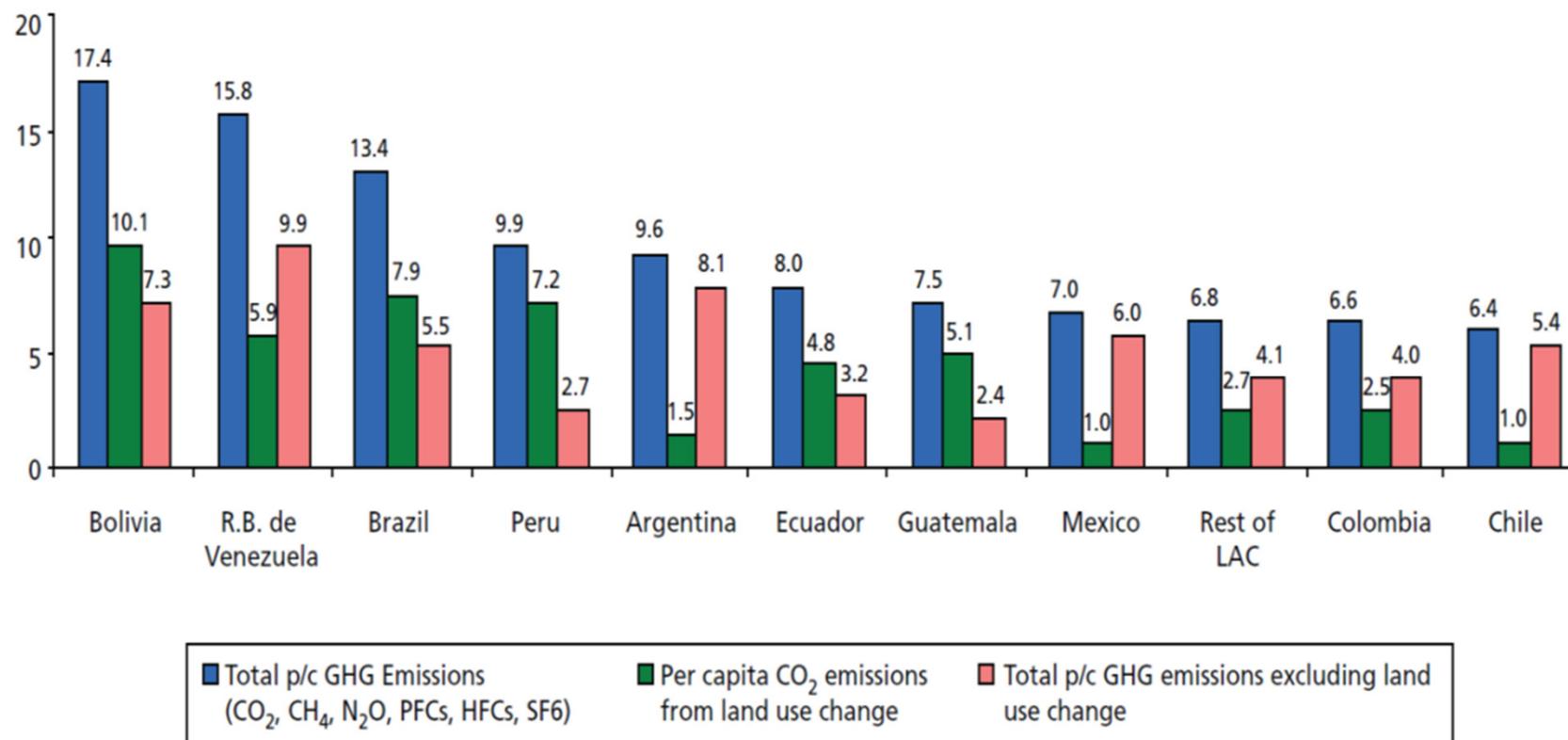
En Amérique latine et aux Caraïbes, la part la plus importante des GES provient du changement d'affectation des terres



Source : Banque mondiale, « Low Carbon, High Growth: Latin American Responses to Climate Change »



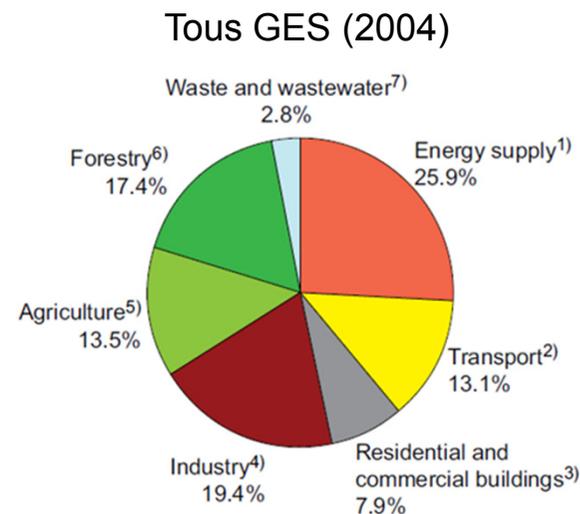
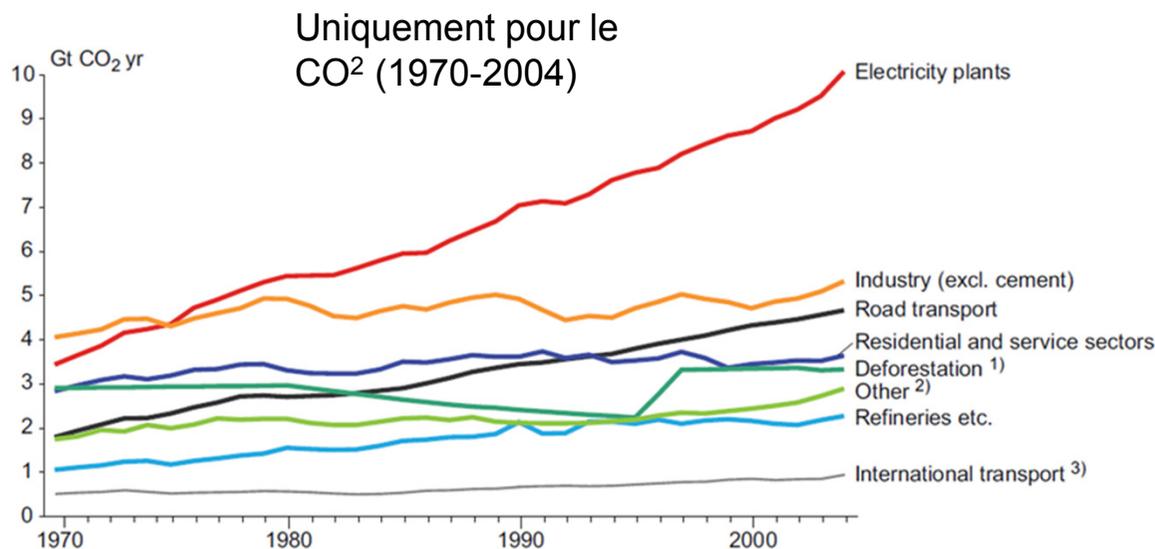
Émissions de GES par habitant pour certains pays de l'Amérique latine et des Caraïbes (2000, t de CO²/personne)



Source : Banque mondiale, « Low Carbon, High Growth: Latin American Responses to Climate Change »



Tendances des émissions sectorielles

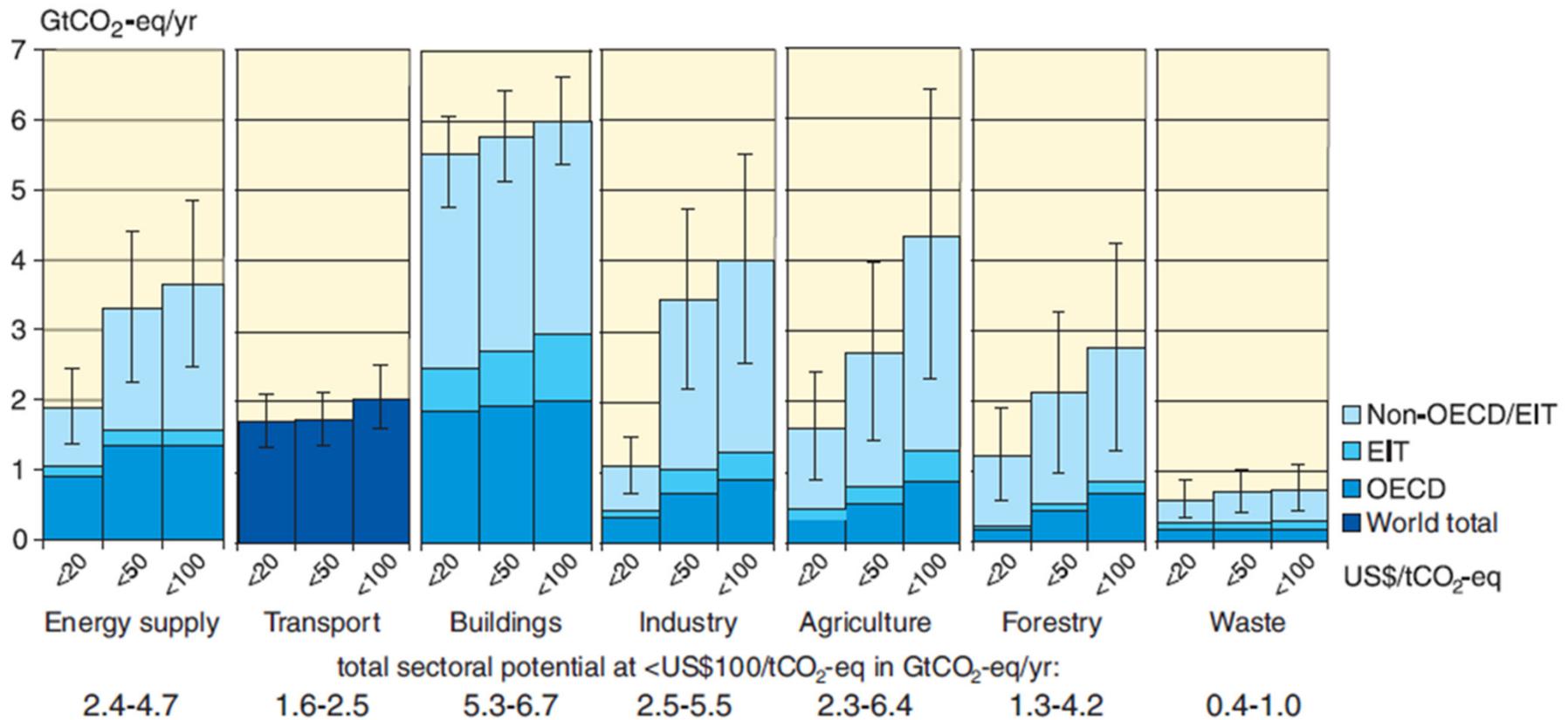


- Depuis 1970, l'augmentation des émissions globales de CO₂ est largement due à la hausse de l'utilisation de carburants fossiles pour l'électricité et le transport
- L'agriculture, la foresterie et le changement d'affectation des terres constituent actuellement environ 30 % des émissions globales de GES.

Source : GIEC (2007) AR4 WGIII



Potentiels d'atténuation par secteur en 2030 selon l'estimation donnée par les études ascendantes



Source : GIEC (2007) AR4 Rapport de synthèse



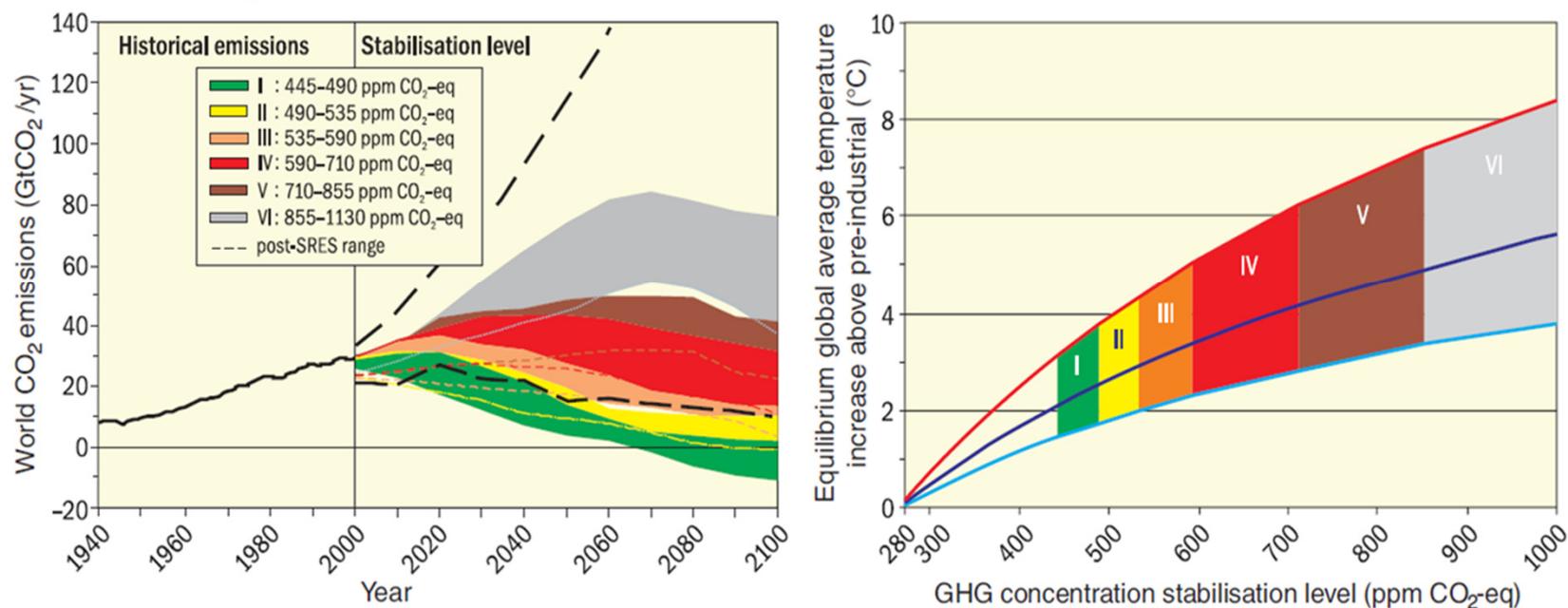
MODULE A3

Actions d'atténuation, avantages potentiels, et développement durable



Les études montrent le potentiel des actions d'atténuation pour réduire les émissions globales de manière significative

CO₂ emissions and equilibrium temperature increases for a range of stabilisation levels



Selon le rapport du GIEC (2007), « Il existe un niveau de concordance élevé et de nombreuses preuves que tous les niveaux de stabilisation qui ont été évalués peuvent être atteints grâce au déploiement d'un portefeuille de technologies qui sont actuellement disponibles ou dont la commercialisation est prévue dans les prochaines décennies, dans l'hypothèse où des incitations adaptées et efficaces soient en place pour leur développement, leur acquisition, leur déploiement et leur diffusion, ainsi qu'en levant les obstacles qui y sont associés. »

Source : GIEC (2007) AR4 Rapport de synthèse



Instrumentes clés de l'atténuation politiques et pratiques



- Recherche, développement et démonstration
- Investissements appropriés dans les infrastructures énergétiques
- Réglementations et normes
- Taxes et redevances
- Modification des modes de vie et des habitudes de consommation
- Signal de prix du carbone efficace

Adapté de la présentation du docteur RK. Pachauri, *State of the World Symposium*, Washington, 15 janvier 2009.

Approches sectorielles des technologies et des politiques d'atténuation

Sector	Key mitigation technologies and practices currently commercially available. Key mitigation technologies and practices projected to be commercialised before 2030 shown in italics.	Policies, measures and instruments shown to be environmentally effective
Energy supply	Improved supply and distribution efficiency; fuel switching from coal to gas; nuclear power; renewable heat and power (hydropower, solar, wind, geothermal and bioenergy); combined heat and power; early applications of carbon dioxide capture and storage (CCS) (e.g. storage of removed CO ₂ from natural gas); <i>CCS for gas, biomass and coal-fired electricity generating facilities; advanced nuclear power; advanced renewable energy, including tidal and wave energy, concentrating solar, and solar photovoltaics</i>	Reduction of fossil fuel subsidies; taxes or carbon charges on fossil fuels
		Feed-in tariffs for renewable energy technologies; renewable energy obligations; producer subsidies
Transport	More fuel-efficient vehicles; hybrid vehicles; cleaner diesel vehicles; biofuels; modal shifts from road transport to rail and public transport systems; non-motorised transport (cycling, walking); land-use and transport planning; <i>second generation biofuels; higher efficiency aircraft; advanced electric and hybrid vehicles with more powerful and reliable batteries</i>	Mandatory fuel economy; biofuel blending and CO ₂ standards for road transport
		Taxes on vehicle purchase, registration, use and motor fuels; road and parking pricing
		Influence mobility needs through land-use regulations and infrastructure planning; investment in attractive public transport facilities and non-motorised forms of transport
Buildings	Efficient lighting and daylighting; more efficient electrical appliances and heating and cooling devices; improved cook stoves, improved insulation; passive and active solar design for heating and cooling; alternative refrigeration fluids, recovery and recycling of fluorinated gases; <i>integrated design of commercial buildings including technologies, such as intelligent meters that provide feedback and control; solar photovoltaics integrated in buildings</i>	Appliance standards and labelling
		Building codes and certification
		Demand-side management programmes
		Public sector leadership programmes, including procurement
		Incentives for energy service companies (ESCOs)

Source : GIEC (2007) AR4 Rapport de synthèse



Retombées positives potentielles de l'atténuation

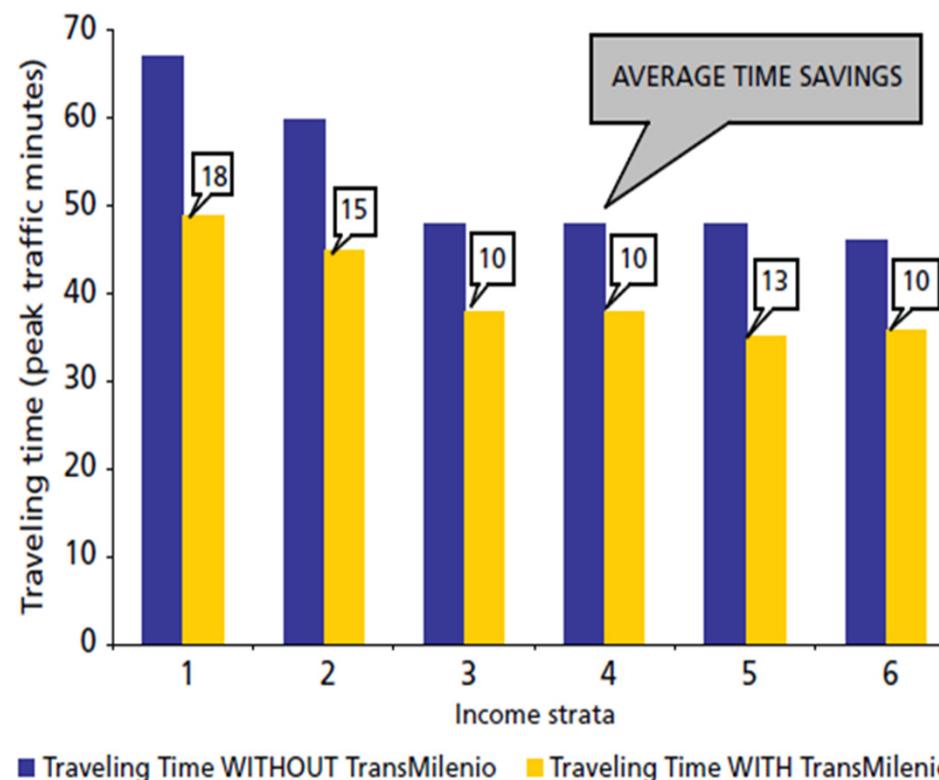
- Retombées positives en matière **sanitaire** grâce à une réduction de la pollution atmosphérique
- Amélioration de la **sécurité énergétique**
- Hausse de l'**emploi** en milieu rural
- Hausse de la **production agricole** et pression moindre sur les **écosystèmes naturels**
- Amélioration de la **base technologique**
- Renforcement des **institutions et des ressources humaines**

Diapositive adaptée de la présentation du docteur RK. Pachauri, *State of the World Symposium*, Washington, 15 janvier 2009.



Retombées positives du système de Transit rapide par bus de Bogotá

- TransMilenio, le système de Transit rapide par bus (BRT) de Bogotá en Colombie démontre comment les avantages connexes d'un système de transport plus efficace peuvent bénéficier à la population défavorisée.
- Les classes aux revenus les plus modestes profitent des gains de temps les plus élevés en temps de transport.

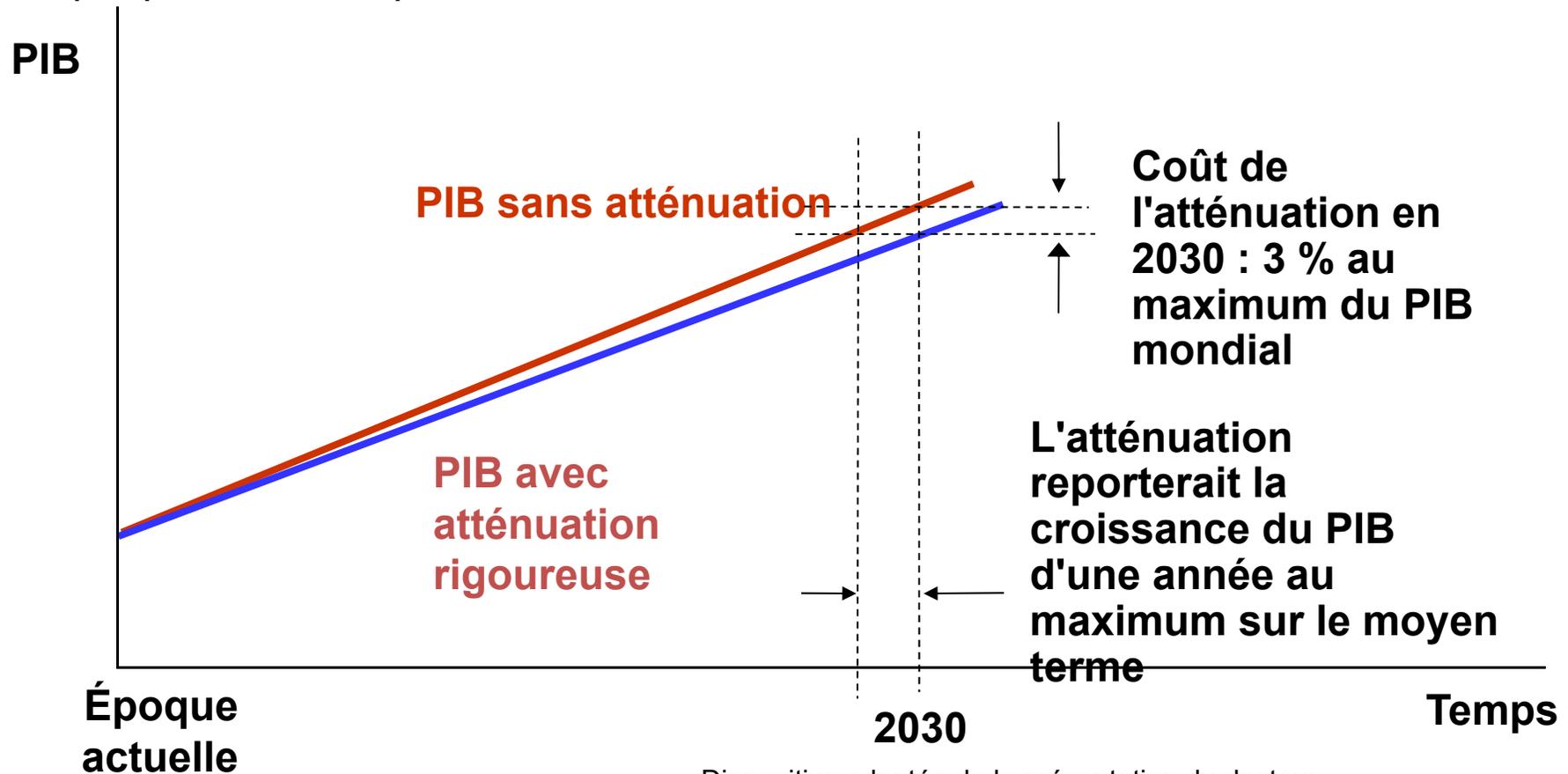


Source : Banque mondiale, « Low Carbon, High Growth: Les réponses de l'Amérique latine au changement climatique »

Impacts de l'atténuation sur la croissance du PIB

(pour un scénario de stabilisation de 445 à 535 ppm d'équivalent CO²)

Graphique schématique



Diapositive adaptée de la présentation du docteur RK. Pachauri, *State of the World Symposium*, Washington, 15 janvier 2009.



Coûts de l'inaction dans les Caraïbes

- Ces coûts sont liés aux dommages provoqués par :
 - L'intensité croissante des ouragans
 - La baisse du tourisme due à l'augmentation des températures et l'élévation du niveau de la mer
 - Les dommages aux infrastructures causés par l'élévation du niveau de la mer (plus grande cause de coûts)
- Il est prévu que les nations insulaires des Caraïbes vont faire face à des coûts importants, dus à l'inaction face au changement climatique mondial :
 - Moyenne régionale : 10 % du PIB d'ici 2050, 22 % du PIB d'ici 2100
 - Des impacts bien plus importants (supérieurs à 75 % du PIB d'ici 2100) dans certains pays

	Cost of Inaction: % of current GDP			
	2025	2050	2075	2100
Anguilla	10.4	20.7	31.1	41.4
Antigua & Barbuda	12.2	25.8	41.0	58.4
Aruba	5.0	10.1	15.1	20.1
Bahamas	6.6	13.9	22.2	31.7
Barbados	6.9	13.9	20.8	27.7
British Virgin Islands	4.5	9.0	13.5	18.1
Cayman Islands	8.8	20.1	34.7	53.4
Cuba	6.1	12.5	19.4	26.8
Dominica	16.3	34.3	54.4	77.3
Dominican Republic	9.7	19.6	29.8	40.3
Grenada	21.3	46.2	75.8	111.5
Guadeloupe	2.3	4.6	7.0	9.5
Haiti	30.5	61.2	92.1	123.2
Jamaica	13.9	27.9	42.3	56.9
Martinique	1.9	3.8	5.9	8.1
Montserrat	10.2	21.7	34.6	49.5
Netherlands Antilles	7.7	16.1	25.5	36.0
Puerto Rico	1.4	2.8	4.4	6.0
Saint Kitts & Nevis	16.0	35.5	59.5	89.3
Saint Lucia	12.1	24.3	36.6	49.1
Saint Vincent & the Grenadines	11.8	23.6	35.4	47.2
Trinidad & Tobago	4.0	8.0	12.0	16.0
Turks & Caicos	19.0	37.9	56.9	75.9
U.S. Virgin Islands	6.7	14.2	22.6	32.4
TOTAL CARIBBEAN	5.0%	10.3%	15.9%	21.7%

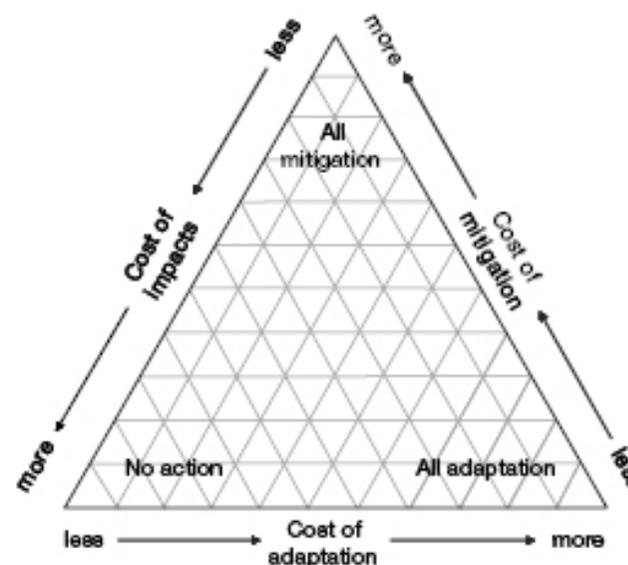
Source : Bueno et autres (2008) « The Caribbean and Climate Change: The Costs of Inaction »



Intégration des mesures d'atténuation et d'adaptation

- **Relations possibles :**

- Complémentaire
- Interchangeable ou
- Indépendante ?



- **Substituts imparfaits :**

- Parce que le climat évolue sur de très longues périodes, aucune mesure d'atténuation ne peut empêcher certains changements climatiques de se produire.
- Inversement, le seul recours à l'adaptation entraînerait une grande amplitude de changement climatique, à laquelle il serait très coûteux de s'adapter.

Source : GIEC (2007) AR4 WGI

Atténuation et adaptation : synergies et compromis

- L'adaptation et l'atténuation dépendent toutes deux des immobilisations (notamment le capital social).
- Les politiques d'adaptation et d'atténuation peuvent être liées aux objectifs de développement durable.



Agroforesteri

Source des photos : Scitizen
(2009)

- La nature des bénéfices est variable :
 - Atténuation : mondiaux et à long terme
 - Adaptation : locaux et à court terme
- Compromis entre l'atténuation et l'adaptation
 - Niveau national : souvent considérées comme des priorités concurrentes
 - Niveau local : reconnaissance accrue de conflits, particulièrement lorsque les systèmes naturels, énergétiques et les systèmes de séquestration se recoupent
 - Particulièrement important pour les pays en voie de développement et les pays les moins avancés (PMA), qui comptent sur leurs ressources naturelles pour la production d'énergie et le développement
 - Exemples émergeant en bioénergie, foresterie et agriculture

Source : GIEC (2007) AR4 WGIII



Exemple : Stratégie agroforestière nationale de la Tanzanie



- Stratégie agroforestière nationale en 2004 :
 - Objectif : L'adoption des technologies agroforestières par 60 % des ménages à faibles ressources, contribuant à l'amélioration du niveau de vie.
 - Complète la stratégie de développement national « MKUKUTA » (augmenter le revenu des ménages tout en protégeant l'environnement).
- Les cultures, le bétail et les arbres/arbustes plantés/conservés sur des terres agricoles créent un réseau de pratiques d'utilisation des sols résistante afin d'atténuer et de s'adapter au changement climatique, de conserver la biodiversité et de mettre un terme à la dégradation des terres.

Prise de décision dans le contexte de l'incertitude

- Incertitudes dans les études à long terme évaluant les bénéfices nets de la lutte contre le changement par rapport au coût de la réduction des GES
- Les stratégies combinent analyse économique et principe de précaution, assurance, couverture, incluant les événements à faible probabilité dans les évaluations de risque.
- Recherche de solidité dans la prise de décision compte tenu des incertitudes et des divergences d'intérêts des parties prenantes
- « Intégration » afin d'inclure les politiques et les mesures qui agissent sur le changement climatique au sein d'une planification de secteur et de développement continu et d'un processus décisionnel, afin d'assurer une durabilité à long terme et de réduire la vulnérabilité au climat actuel et futur.



Le développement sera compromis par le changement climatique

- **Pauvreté** : 1,3 milliard de personnes vivent avec moins d'un dollar US par jour et 3 milliards avec moins de 2 dollars US par jour. Les premiers 20 % du groupe aux revenus les plus élevés utilisent 86 % des ressources, alors que les derniers 20 % du groupe dont les revenus sont les plus bas en utilisent 1,3 %.
- **Alimentation** : La malnutrition touche aujourd'hui 800 millions de personnes. La production alimentaire doit doubler dans les 35 prochaines années.
- **Eau** : 1,3 milliard de personnes n'ont pas accès à l'eau potable ; 2 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires.
- **Énergie** : 2 milliards de personnes vivent sans électricité.
- **Environnement** : 1,4 milliard de personnes exposées à des niveaux de pollution atmosphérique dangereux et un plus grand nombre encore exposé à des niveaux de pollution de l'air intérieur et aux maladies à transmission vectorielle
- **Logement** : Beaucoup vivent dans des zones exposées aux troubles civils, à la dégradation de l'environnement et aux catastrophes naturelles.



Relation réciproque entre changement climatique et développement durable

Le changement climatique influence les conditions de vie naturelle et humaine et le développement socio-économique.

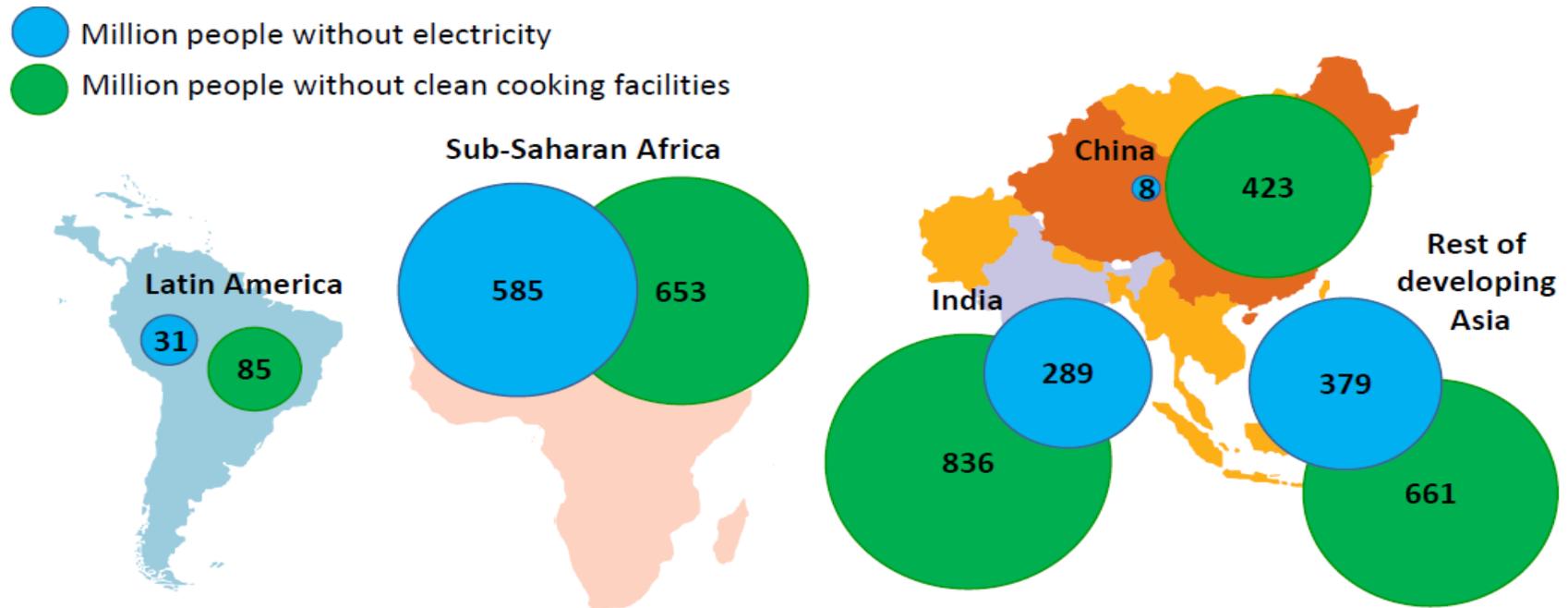


Les priorités de la société en matière de développement durable ont une incidence sur les émissions de GES, facteur de changement climatique et de vulnérabilité



Source : GIEC (2007) AR4 WGIII

Résoudre la pauvreté énergétique



***1.3 billion people in the world live without electricity
and 2.7 billion live without clean cooking facilities***

Source : /AIE (2011)

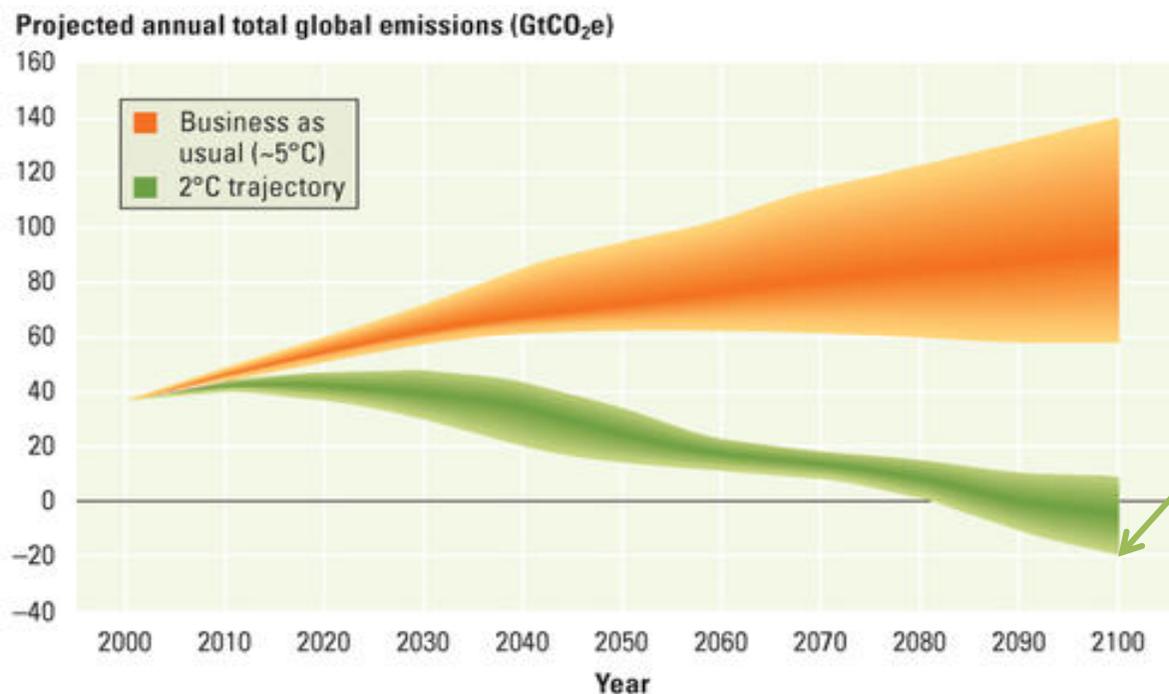


Intégration de l'atténuation dans la planification du développement

- Les options d'atténuation qui améliorent la productivité de l'utilisation des ressources (énergie, eau, terres) produisent généralement des effets positifs pour le développement durable.
- Les politiques liées au climat (par exemple, l'efficacité énergétique) sont souvent bénéfiques d'un point de vue économique, améliorent la sécurité énergétique, réduisent la pollution locale et créent des emplois.
- Les opportunités de synergies entre l'atténuation et le développement durable sont particulièrement prometteuses dans le domaine du traitement des déchets, du transport et de la construction (baisse de la consommation d'énergie et réduction de la pollution).
- La réduction de la déforestation peut favoriser la biodiversité et des bénéfices pour la préservation des terres et de l'eau, mais elle peut entraîner des pertes économiques et une baisse de la production agricole (ou forestière).
- Il est particulièrement pertinent de miser sur les synergies lorsque le développement économique et social est une priorité.



Quelle est la voie à suivre ?



L'Accord de Copenhague plaide pour « une réduction considérable des émissions globales ... pour maintenir la hausse de la température globale en dessous de 2 °C. »

- Des baisses spectaculaires des émissions de GES vont être nécessaires pour empêcher un changement climatique dangereux.
- Il faut une réponse mondiale pour atteindre un objectif de 2 °C.



Source : Banque mondiale WDR (2009)

Thèmes possibles de discussion

- Comment pourraient différer les politiques d'atténuation et d'adaptation en termes de problèmes de mise en œuvre ?
- Où se trouvent des opportunités d'intégrer les priorités relatives à l'atténuation du changement climatique et au développement durable dans votre pays ?
- Quels sont les problèmes à résoudre en matière de pauvreté énergétique ?
- Pensez-vous que l'atténuation soit complémentaire ou concurrente des priorités liées au développement ?



Questions à débattre

- Est-ce que l'importance relative des secteurs et leur potentiel d'atténuation mondial/régional correspondent à vos attentes ? À votre situation nationale ?
- Quels sont les avantages et les inconvénients d'une approche de l'atténuation d'un point de vue sectoriel ?
- Habituellement, les inventaires nationaux fournissent-ils des données suffisantes pour l'analyse d'atténuation ? Quelles données supplémentaires relatives aux émissions sont nécessaires ?

